

Ngozi Okonjo-Iweala, cheffe de l'OMC: «Oui, le système fonctionne encore, mais il faut le revoir»

Aline Bassin

4–5 minutes

Publié le 21 juin 2023 12:51. Modifié le 21 juin 2023 15:06.

Siège de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Genève accueille du 21 au 23 juin le Congrès international des **Chambres de commerce**. A cette occasion, *Le Temps* prend le pouls d'une mondialisation en pleine mutation.

Malgré toutes ses imperfections, le commerce international a contribué ces dernières décennies à extraire des millions de personnes de la pauvreté. Le discours de la directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ancienne ministre des Finances du Nigeria, est bien rodé. Elle le répète inlassablement depuis son entrée en fonction en 2021, s'engageant activement pour réformer une institution mise à mal par les tensions géopolitiques et la fragmentation économique qu'elles entraînent.

Siège mondial de l'OMC, Genève se prêtait à merveille à appeler les entreprises à régénérer la mondialisation. Leurs relais politiques, **les chambres de commerce**, sont réunis dans la Cité de

Calvin de mercredi à vendredi pour leur [congrès international bisannuel](#). «Ce sont les entreprises qui font le commerce», a rappelé l'ancienne haut fonctionnaire de la Banque mondiale devant le millier de personnalités économiques rassemblées à Palexpo.

«Si vous me demandez si le système fonctionne encore, ma réponse est oui», a-t-elle martelé en relevant le besoin de le revoir, «en améliorant la fiabilité des chaînes d'approvisionnement». Si celles-ci ont révélé leurs failles durant la pandémie et à la suite de l'invasion de l'Ukraine, ce n'est, a-t-elle assuré, pas une raison pour «jeter le bébé avec l'eau du bain».

Lire aussi: [Ngozi Okonjo-Iweala, directrice de l'OMC: passionaria du commerce international](#)

La peur mauvaise conseillère

Bien loin d'occulter les menaces qui pèsent sur les conditions qui ont prévalu ces trente dernières années, l'infatigable avocate du multilatéralisme plaide en faveur d'une «reglobalisation». Actrices de ce mouvement, les entreprises – 45 millions d'entre elles sont membres d'une chambre de commerce dans le monde – doivent pour ce faire «surmonter» leur aversion au risque en créant de nouveaux partenariats pour leur approvisionnement.

Plutôt que de se concentrer sur la Chine, pourquoi ne pas ajouter à la liste de ses fournisseurs, l'Indonésie, le Brésil ou le Mexique, a souligné Ngozi Okonjo-Iweala, rappelant au passage que le commerce international avait déjà commencé à ralentir avant l'irruption du nouveau coronavirus en 2020. Pour des raisons de coûts, certaines entreprises avaient par exemple déjà opté pour le

Vietnam comme site de production, au détriment de l'Empire du Milieu. Et de relever que si, dans certains cas, le risque redouté par les entreprises est réel, il ne représente dans d'autres cas qu'une perception qu'il faut réussir à combattre pour diversifier et sécuriser leur chaîne de valeur.

Lire encore: [Le «friendshoring» ou la dangereuse tentation de commercer entre amis](#)

Tenir l'agenda des réformes

La directrice générale de l'OMC a également profité de la tribune qui lui était offerte pour réitérer sa détermination à réformer l'organisation qu'elle dirige. Les réformes portent sur son fonctionnement, le statut des pays en développement, ainsi que le règlement des différends internationaux. «Je peux vous assurer que ce sera le cas en 2024», a-t-elle déclaré, promettant même des avancées pour février prochain, date de la prochaine rencontre ministérielle qui aura lieu à Abu Dhabi.

Lire aussi: [Ngozi Okonjo-Iweala: «Ne soyez pas trop pressés d'enterrer l'OMC»](#)